

CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU VAL DE MARNE

Service Facturation Achats Marchés Immobilier

MARCHES DES ORGANISMES DE
SECURITE SOCIALE DU REGIME GENERAL

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.)

ORGANISME CONTRACTANT : L'Assurance Maladie du Val De Marne
93-95 avenue du Général de Gaulle
94000 Créteil

OBJET DU MARCHÉ :

**PRESTATIONS DE SERVICE DE SANTE AU TRAVAIL
POUR LE COMPTE DE LA CPAM DU VAL-DE-MARNE**

La procédure utilisée est celle visée aux articles L.2123-1-2° et R.2123-1-3° du code de la commande publique.

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières comporte onze feuillets numérotés de CCTP 1 à CCTP 11.

Date d'établissement : Novembre 2024

S O M M A I R E

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE	3
ARTICLE 2 : PRESENTATION DE LA C.P.A.M. 94.....	3
2.1 - Missions de la CPAM du Val de Marne	3
2.2 - Locaux de la CPAM du Val-de-Marne	3
2.3 – Horaires de travail au sein de la CPAM du Val de Marne	5
2.4 - Instances représentatives du personnel.....	5
ARTICLE 3 : INFORMATIONS RELATIVES AUX SALARIES DE LA CPAM 94.....	5
3.1 - Typologie des salariés.....	5
3.2 - Embauches et départs en cours d'année.....	6
3.3 - Examens médicaux.....	6
ARTICLE 4 : PRESTATIONS ATTENDUES DU SERVICE DE SANTE AU TRAVAIL. 7	
4.1 - Actions médicales	7
4.2 - Actions sur le milieu du travail.....	8
4.3 - Autres actions.....	9
4.4 - Modalités de travail envisagées	10
ARTICLE 5 : REVERSIBILITE EN FIN DE MARCHE – TRANSFERT ET MISE A	
DISPOSITION DE LA CPAM DU VAL-DE-MARNE DES DOSSIERS, DOCUMENTS	
ET FICHIERS	11

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet des prestations de prévention et de suivi médical des salariés de la CPAM du Val-de-Marne telles que définies dans le présent C.C.T.P.

Ces prestations ont pour but de permettre à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Val-de-Marne, de remplir ses obligations légales en matière de prévention et de protection de la santé physique et mentale de ses salariés.

En effet, la CPAM du Val-de-Marne a décidé, pour satisfaire à ses obligations, d'adhérer à un service de santé au travail interentreprises, ainsi que le lui permet le législateur (articles D. 4622-1 et D.4622-2 et D.4622-5 du code du travail).

Cette prestation sera exécutée selon les modalités définies au Cahier des Clauses Administratives Particulières, ainsi qu'au présent Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Le Titulaire est soumis, en permanence, à une obligation de moyens pendant toute l'exécution du marché public.

ARTICLE 2 : PRESENTATION DE LA C.P.A.M. 94

2.1 - Missions de la CPAM du Val de Marne

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Val-de-Marne est un organisme de droit privé chargé d'une mission de service public.

Elle assure les relations de proximité avec les publics de l'Assurance Maladie et a pour missions :

- d'affilier les assurés sociaux du Val-de-Marne et de gérer leurs droits à l'assurance maladie ;
- de traiter les feuilles de soins et assurer le service des prestations d'assurance maladie et d'accidents du travail / maladies professionnelles (remboursement des soins, paiement des indemnités journalières, etc...) ;
- d'appliquer chaque année, en relation avec les professionnels de santé, un plan d'action en matière de gestion du risque ;
- de développer une politique de prévention et de promotion de la santé sur le Val-de-Marne ;
- d'assurer une politique d'action sanitaire et sociale par des aides individuelles aux assurés, en collaboration avec le service social des caisses d'assurance retraite et de la santé au travail (Carsat), et des aides collectives au profit d'associations.

2.2 - Locaux de la CPAM du Val-de-Marne

L'effectif de la CPAM du Val-de-Marne au 31 décembre 2023 est de 1161 salariés répartis sur divers lieux de travail implantés sur le département du Val-de-Marne.

Le Siège

Le siège de la CPAM du Val-de-Marne, qui concentre l'essentiel des services supports et de production, est situé dans l'immeuble « Le Cristolien », sis 93-95 avenue du Général de Gaulle, 94000 CRETEIL, pour un effectif d'environ 947 salariés en octobre 2024.

Un pôle poly-compétents de gestion des prestations

- Le Pôle des Risques Professionnels, sis au sein de l'immeuble « Les Gémeaux », 2 rue Antoine Etex, 94031 CRETEIL, comprenant environ 60 salariés.

Des espaces AMELI

5 espaces AMELI pluridisciplinaires sont implantés respectivement à :

- Ivry,
- Villejuif,
- Champigny Sur Marne,
- Thiais,
- Créteil Mont-Mesly.

Des espaces France services

Le personnel de la CPAM du Val-de-Marne est également amené à se déplacer auprès des 16 espaces partenaires répartis sur l'ensemble du département :

- Alfortville,
- Boissy-Saint-Léger,
- Bonneuil sur Marne,
- Champigny sur Marne,
- Chennevières sur Marne,
- Gentilly,
- Ivry sur Seine,
- Nogent sur Marne,
- Orly,
- Saint Maurice
- Santeny,
- Sucy en Brie,
- Valenton,
- Villejuif,
- Villeneuve Saint Georges,
- Villiers sur Marne.

Des structures de soins et de prévention

La CPAM du Val-de-Marne assure aussi la gestion des centres de protection infantile (P.I.) situé à Joinville le Pont, deux centres de protection maternelle et infantile (P.M.I.) situé à Champigny et Choisy le Roi et des centres de santé (C.S) situés à Choisy le Roi et Saint-Maur des Fossés.

2.3 – Horaires de travail au sein de la CPAM du Val de Marne

Les salariés de la CPAM du Val-de-Marne sont, pour la majeure partie, soumis aux dispositions du protocole d'accord relatif aux horaires individualisés du 6 novembre 2014.

L'amplitude journalière de travail est comprise entre 7h15 et 19h00, avec une durée journalière maximale de 10 heures.

Le protocole d'accord prévoit des plages fixes et des plages mobiles.

Les plages fixes de travail sont les périodes pendant lesquelles l'ensemble du personnel est obligatoirement à son poste de travail. Elles sont fixées comme suit :

- Le matin : de 9h30 à 11h45
- L'après-midi : de 14h00 à 16h00

Les plages mobiles de travail sont les périodes pendant lesquelles les salariés peuvent quitter leur poste de travail, sous réserve d'assurer les permanences obligatoires au sein des services. Elles sont fixées comme suit :

- Le matin : de 7h15 à 9h30
- Le midi : de 11h45 à 14h00
- L'après-midi : de 16h00 à 19h00.

Le midi, les salariés bénéficient d'une pause minimum obligatoire de 30 minutes pour le déjeuner.

Des règles particulières existent néanmoins pour le personnel en charge de l'accueil physique et téléphonique. Pour ces salariés, et pendant les journées d'accueil du public, une pause méridienne de 45 minutes (au lieu de 30 minutes) est obligatoire. En conséquence, pour ces journées, la plage mobile du midi est comprise entre 11h30 et 14h30 (au lieu de 11h45 à 14h00).

Par ailleurs, un accord relatif au travail à distance signé en août 2021 permet aux salariés de pouvoir bénéficier du télétravail à hauteur de 3 jours par semaine.

2.4 - Instances représentatives du personnel

La CPAM du Val-de-Marne dispose actuellement d'un Comité Social et Economique (CSE) composé de 7 commissions dont celle relative à la santé, sécurité conditions de travail (CSSCT) et de Délégués Syndicaux (DS).

ARTICLE 3 : INFORMATIONS RELATIVES AUX SALAIRES DE LA CPAM 94

3.1 - Typologie des salariés

✓ Effectifs de la CPAM du Val-de-Marne.

Au 31 décembre 2023, la CPAM du Val-de-Marne comprenait un effectif total de 1161 salariés, réparti comme suit :

- 761 employés,
- 392 cadres,
- 8 agents de direction

Parmi les 1161 salariés, 99 étaient en contrat à durée déterminée. Pour autant, il convient de préciser que le nombre de salariés en contrat à durée déterminée est fluctuant d'une année sur l'autre.

✓ Répartition hommes-femmes

Le personnel de la CPAM du Val-de-Marne comprend environ 17 % d'hommes et 83% de femmes.

✓ Répartition par âge

- Moins de 25 ans : 3%
- Entre 25 ans et 44 ans : 50%
- Entre 45 ans et 54 ans : 25%
- A partir de 55 ans : 22%

✓ Nombre de salariés sous surveillance médicale renforcée (SMR)

Au 31 décembre 2023 le nombre de salariés soumis à un suivi individuel renforcé était de 109, pour les motifs suivants :

- Radiations ionisantes : 17 salariés
- Risque biologique : 61 salariés
- Bruit : 12 salariés
- Risque électrique : 19 salariés

3.2 - Embauches et départs en cours d'année

En 2023, il y a eu 297 nouvelles embauches dont :

- 48 en CDI
- 249 en CDD (nombre d'embauches en CDD est variable selon les années)

Et il y a eu 346 départs, tous motifs confondus (retraite, démission, fin de CDD...).

Depuis le 1^{er} janvier 2024, il y a eu :

- 134 embauches en CDI
- 115 CDD

Le nombre d'embauche CDD/CDI est variable selon les années.

3.3 - Examens médicaux

En 2023, 640 examens médicaux et 240 entretiens infirmiers ont été réalisés :

Types de visites	Réalisées par le Médecin du travail	Réalisées par l'Infirmière de Santé au travail
VIP	76	156

SIR	15	14 (SIR intermédiaire)
VIP Embauche	3	55
SIR Embauche	5	-
Reprise après arrêt	107	-
Pré reprise	26	-
Demande salarié	114	-
Demande employeur	16	-
Demande de l'infirmière	12	-
Demande A.S.	0	-
Surveillance médecin	266	-
TOTAL	640	240

ARTICLE 4 : PRESTATIONS ATTENDUES DU SERVICE DE SANTE AU TRAVAIL

Les prestations attendues recouvrent les obligations légales en matière de prévention et de suivi médical des agents de la CPAM du Val-de-Marne, telles que prévues aux articles L.4621-1 à L.4625-2, D.4622-1 à D.4622-57 et R.4623-1 à R.4626-35 du code du travail.

4.1 - Actions médicales

Le rôle du service de santé au travail à l'égard de l'individu

Le service de santé au travail, dont les missions sont assurées par une équipe pluridisciplinaire comprenant notamment des médecins du travail, des intervenants en prévention des risques professionnels et des infirmiers, remplit les obligations auxquelles la CPAM du Val-de-Marne est tenue vis-à-vis de ses personnels, en application de la réglementation du travail, en matière de médecine du travail, à savoir :

- la visite d'information et de prévention (art. R. 4624-10 à -15), à réaliser dans le délai maximum de 3 mois à partir de l'embauche, et, comme l'exige l'article R.4624-16, renouvelée dans un délai maximum de 5 ans,
- l'adaptation du suivi individuel de l'état de santé des agents – travailleur handicapé, travailleur mineur, femme enceinte... - (art. R. 4624-17 à -21),
- le suivi individuel renforcé de tout agent affecté à un poste présentant des risques particuliers pour la santé (art. R. 4624-22 à -28),
- les visites médicales de pré-reprise et de reprise du travail (art. R. 4624-29 à -33),
- les examens complémentaires (art. R. 4624-35 à -38),
- la déclaration d'inaptitude (art. R. 4624-42 à -44).

Le service de santé est susceptible d'être sollicité pour des visites médicales occasionnelles, à l'initiative du salarié ou de l'employeur (art. R 4624-34) et dans le cadre des rendez-vous de liaison (art.R.4624-33-1).

Le service de santé pourra être amené à réaliser des soins d'urgence.

Celui-ci aura, le cas échéant, à formuler des avis et propositions concernant l'aptitude ou non de salariés à leur poste de travail, et l'aménagement ou la transformation de postes de travail.

La disponibilité attendue pour réaliser l'ensemble de ces actions médicales est, a minima, de 3 demi-journées par semaine **au siège de la CPAM 94** (Cf. art 4.4 du CCTP).

Livrables attendus :

La tenue des documents médicaux, tels que prévus par la réglementation, soit :

- *la constitution, pour chaque salarié, d'un dossier médical, appelé à être complété.*

Le service de santé au travail demandera communication des dossiers des agents actuellement constitués, auprès du médecin du travail chargé avant lui de la surveillance médicale des salariés de la CPAM du Val-de-Marne.

- *l'établissement, le cas échéant, à l'issue des examens médicaux susmentionnés, du document requis tel que prévu par l'arrêté du 26 septembre 2024 fixant les modèles, d'avis d'aptitude, d'avis d'inaptitude, d'attestation de suivi individuel de l'état de santé et de proposition de mesures d'aménagement de poste.*

4.2 - Actions sur le milieu du travail

Le médecin du travail du service de santé au travail appelé à intervenir à la CPAM du Val-de-Marne est un acteur essentiel de la prévention et de la protection des salariés.

A ce titre, il s'engage à assurer une coopération étroite avec le Directeur et les autres partenaires dans ce domaine.

Le médecin du travail exerce, conformément à l'article R.4623-1 du code du travail, un rôle de conseil auprès de l'employeur, des travailleurs et des représentants du personnel sur les mesures nécessaires, afin notamment :

- d'éviter ou de diminuer les risques professionnels,
- d'améliorer les conditions de travail,
- de prévenir la consommation d'alcool et de drogue sur le lieu de travail,
- de prévenir le harcèlement moral ou sexuel,
- de prévenir ou de réduire la pénibilité au travail et la désinsertion professionnelle,
- de contribuer au maintien dans l'emploi des travailleurs.

Il est de ce fait, par exemple, amené à valider les plans de réaménagement des locaux et services qui lui sont soumis.

Pour exercer ses missions, le médecin du travail a libre accès aux divers lieux de travail de la Caisse.

Il réalise des visites de sa propre initiative ou à la demande :

- de l'employeur,
- ou du Comité Social et Economique (CSE) via la Commission Santé, Sécurité et Conditions de Travail (CSSCT).

Le médecin du travail participe, en apportant sa compétence médicale, à l'actualisation et à la mise à jour annuelle du document unique d'évaluation des risques professionnels.

Le service de santé au travail participe à titre consultatif, aux réunions du CSE lorsque l'ordre du jour comporte des questions relatives à la médecine du travail. Le médecin du travail y assiste en outre pour présenter annuellement le rapport annuel d'activités.

D'une manière générale, les actions menées sur le milieu du travail par le service de santé au travail, en application des dispositions de l'article R.4624.1 du code du travail, comprennent :

- La visite des lieux de travail,
- L'étude de postes en vue de l'amélioration des conditions de travail,
- L'identification et l'analyse des risques professionnels,
- L'élaboration et la mise à jour de la fiche d'entreprise,
- La délivrance de conseils en matière d'organisation des secours et des services d'urgence,
- L'animation de campagne d'information et de sensibilisation aux questions de santé publique et des actions de formation
- Les enquêtes épidémiologiques,
- La formation aux risques spécifiques,
- L'élaboration des actions de formation à la sécurité et à celle des secouristes.

Livrables attendus :

- *la rédaction de la fiche d'entreprise sur laquelle figurent notamment les risques professionnels et les effectifs des travailleurs qui y sont exposés.*
- *l'établissement du rapport annuel d'activité.*

4.3 - Autres actions

Vaccination

En matière de vaccination, le service pourra, après avoir obtenu l'accord de principe du Directeur de la CPAM du Val-de-Marne, proposer toute campagne de vaccination non obligatoire.

Le service pourra être amené à pratiquer sur les salariés, les vaccinations suivantes :

- obligatoires car liées à l'exercice de la profession, dès lors qu'elles sont prévues pour certains personnels,
- non obligatoires mais pour assurer la protection des salariés contre les risques résultant de l'exposition potentielle à des agents biologiques,
- non obligatoires mais recommandées pour certains personnels.

Aussi ***le service devra-t-il avoir signalé et inclus dans son contrat d'assurance en responsabilité civile professionnelle, la pratique vaccinale.***

Avant de procéder à l'injection, le service devra avoir obtenu l'accord explicite du salarié.

Toute campagne de vaccination donnera lieu à une facturation spécifique.

Intervention ponctuelle d'un membre de l'équipe pluridisciplinaire du SST

Pour mener à bien l'ensemble de sa mission, et pour permettre de prévenir certains risques professionnels en entreprise, il pourra être fait appel à l'un des membres de l'équipe pluridisciplinaire du SST : ergonome, médiateur, assistant(e) social(e), nutritionniste, tabacologue...

4.4 - Modalités de travail envisagées

A titre liminaire, il est précisé **deux critères de recevabilité des offres** :

- Etre en capacité de réaliser les visites obligatoires,
- Assurer les visites en présentiel au sein du cabinet médical du siège de la CPAM du Val-de-Marne.

A cet effet, une attestation sur l'honneur devra avoir été obligatoirement fournie au stade de la candidature, sous peine de rejet de l'offre.

Les prestations sont réalisées dans le respect du secret médical.

La surveillance médicale du personnel de la CPAM du Val-de-Marne s'exerce au cabinet médical dont dispose la CPAM du Val-de-Marne à Créteil, dans l'immeuble du siège de l'organisme. Les téléconsultations sont autorisées à titre tout à fait exceptionnel et sur des situations validées par l'employeur, comme pour des visites de pré-reprises ou des salariés placés en arrêt de travail.

Une coordination est mise en place entre l'infirmière qu'emploie la CPAM du Val-de-Marne et le service interentreprises. Elle exercera ses missions propres ainsi que celles déléguées par le médecin du travail dans les conditions prévues à l'article R.4623-14 du code du travail. Le médecin du travail peut être amené à déléguer certaines missions à l'infirmière de santé du travail de la CPAM du Val-de-Marne via un protocole écrit et partagé.

Tous les documents actualisés relatifs à l'organisme, qui sont essentiels au bon déroulement de la mission, seront également mis à disposition de la CPAM du Val-de-Marne. Il en sera de même des dossiers salariés qui restent la propriété de l'Organisme.

Des échanges réguliers auront lieu entre la direction et le médecin du travail pour échanger sur certaines situations à risque et/ou actions de prévention dans le respect du secret médical.

Disponibilité attendue :

- 3 demi-journées par semaine
- 1 réunion mensuelle avec la direction,
- 1 participation annuelle au CSE pour présenter le rapport d'activités

ARTICLE 5 : REVERSIBILITE EN FIN DE MARCHE – TRANSFERT ET MISE A DISPOSITION DE LA CPAM DU VAL-DE-MARNE DES DOSSIERS, DOCUMENTS ET FICHIERS

En fin de marché, le titulaire doit coopérer avec l'organisme, ou avec tout tiers désigné par celui-ci afin d'assurer une reprise rapide des prestations sans désagrément.

Le prestataire s'engage, à l'échéance du marché, à transférer et mettre à disposition de la CPAM du Val-de-Marne l'intégralité des dossiers, documents et fichiers élaborés au cours de l'exécution du marché.

A cet effet, un plan de réversibilité aura été fourni par le titulaire dans le cadre du mémoire technique, notamment, une description précise des modalités de mise à disposition des dossiers et documents, ainsi que les modalités de transfert des fichiers informatiques élaborés au cours de l'exécution du marché.